

Paul Magnette à Geert Bourgeois : « INVESTISSEZ EN WALLONIE ! »

Les ministres-présidents wallon et flamand se sont affrontés en exclusivité pour Le Vif/L'Express. Le fossé économique nord - sud reste un traumatisme. Et le confédéralisme, un horizon qui divise.

ENTRETIEN : OLIVIER MOUTON ET WALTER PAULI

Une rencontre au sommet. A l'invitation du Vif/L'Express et de *Knack*, les ministres-présidents flamand, Geert Bourgeois (N-VA), et wallon, Paul Magnette (PS), ont débattu des sujets socio-économiques brûlants de l'heure et de l'avenir du pays. En gentlemen, respectueux. Mais sans nier leurs divergences profondes. Le nationaliste mise tout sur le confédéralisme à venir, le socialiste refuse l'idée que deux démocraties s'opposent. Un face-à-face miroir de la Belgique actuelle.

La « frontière de la grève »

En juillet dernier, à la veille de la fête de la Communauté flamande, Geert Bourgeois choque : « La frontière linguistique est celle de la grève. » Il maintient : « J'ai constaté qu'il y avait du côté francophone une grève d'inspiration politique, la FGTB disant qu'il fallait aller jusqu'au bout pour faire tomber le gouvernement. Cela a été trop loin avec la détérioration d'un cabinet ministériel, des blocages de routes provoquant le décès d'une Danoise et empêchant les étudiants de se rendre à leurs examens. J'évoquais surtout cette mentalité, ce jusqu'au-boutisme. »

Une attaque perçue comme une insulte ? Paul Magnette tempère, mais contre-attaque : « Je n'ai pas eu envie d'en faire une polémique et n'ai d'ailleurs pas réagi. Sur le fond, il est important de dire qu'il n'y a pas de "frontière de la grève". En 2015, il y a eu plus de grèves en Wallonie qu'en Flandre, c'est vrai, mais, en 2014, il y avait eu 100 000 jours de grève de plus en Flandre qu'en Wallonie. On aime faire vivre des préjugés, mais les faits sont plus nuancés. L'année 2015 a été en outre très particulière. Je suis désolé de devoir commencer avec de la politique pure, mais ce gouvernement n'a que 25 % de soutien en Wallonie. →

→ Par définition, chaque fois qu'il prend des décisions, il a contre lui 75 % de l'opinion publique. Imaginez un gouvernement composé, du côté flamand, de Groen et du SP.A : ne pensez-vous pas qu'il y aurait quelques résistances dans la société flamande ? »

Geert Bourgeois sourit. Et persiste : « Je ne parlais pas en chiffres absolus, je parlais de la mentalité. On sous-estime l'impact que cela a eu sur notre opinion publique, en Flandre. »

Caterpillar et les clichés de Charleroi

La fermeture du site gosselien de Caterpillar démontre le fossé entre les opinions publiques. Paul Magnette s'offusque du traitement médiatique : « Quand c'était Ford-Genk, il y avait un écho très large du côté francophone, c'était perçu comme un drame national. Dans la presse flamande, Caterpillar s'est retrouvé en quatrième page et loin dans les JT. Pourtant, le choc est vraiment national : 40 % des sous-traitants ont leur siège en Flandre. La télé flamande débarque dans les quartiers les plus pauvres de Charleroi, filme des gens en situation difficile, puis affirme qu'ici, tout est mort... C'est terrifiant, cette culture du cliché. Les photographes prennent toujours les mêmes images au même endroit, à Dampremy : 95 % des images sont faites sur 2 % du territoire. On cultive des lieux communs qui creusent le fossé. On doit essayer de sortir de cela. »

« Je ne me sens en aucun cas responsable des images utilisées par les journalistes, rétorque Geert Bourgeois. Les politiques flamands ont réagi très correctement, cela a provoqué la même émotion que pour Ford-Genk. Je n'ai pas de conseil à donner, mais je suis d'avis

qu'il faut négocier très durement avec Caterpillar et faire en sorte de reprendre le site en main. » La leçon flamande, c'est de ne plus concentrer une seule industrie en un endroit pour éviter qu'une région en dépende. « L'objectif doit être d'y développer de nouvelles technologies, comme ce fut le cas pour Philips à Hasseelt, prolonge le ministre-président flamand. Quelle que soit l'émotion, on ne fera plus revenir ces industries. »

C'est vrai, les politiques flamands ont été dignes, reconnaît Paul Magnette. La leçon flamande ? « Cela fait longtemps qu'on l'a tirée, nous aussi. Personne ne souhaite dépendre d'une seule industrie, on a tous en tête l'image de ces cités américaines qui ont tout perdu. On préfère évidemment passer à un tissu beaucoup plus dense de PME. Mais pour Caterpillar, faisons les choses dans l'ordre. On ne peut pas à la fois se battre durement et préparer la reconversion. »

Les transferts nord - sud

Le drame de la Wallonie, relève Paul Magnette, c'est d'avoir été « l'une des régions les plus prospères et les plus industrialisées du monde ». En 1911, la Belgique est le deuxième pays le plus riche au monde, et « la Wallonie en était la source ». En 1965, la Flandre s'accroche au wagon et attire les nouvelles industries. Puis décolle. « Quand on parle de transferts nord - sud, n'oublions pas que la Wallonie a fait la prospérité du pays pendant 130 ans, souligne son ministre-président. Avec l'aide des Flamands : 500 000 d'entre eux sont venus travailler chez nous. C'est une histoire plus complexe et imbriquée que celle d'un riche qui paie pour un pauvre. »

« Notre porte est aussi ouverte aux travailleurs wallons, réplique Geert Bourgeois. Dans ma région, ils viennent surtout de France, pas de Wallonie. » « Parce que les Français ont des avantages sociaux et fiscaux », indique Magnette. « Et parce qu'ils risquent de perdre le chômage en France », appuie Bourgeois.

La question des transferts reste sensible. Un poids psychologique entre les deux Régions. « Personne n'aime recevoir des transferts, lance le Wallon. Il n'y a rien de plus humiliant que de dépendre de quelqu'un d'autre. Richard Sennett, un grand sociologue américain, a écrit un très beau livre intitulé *Respect* montrant comment on humilie quelqu'un en lui faisant des cadeaux. Moi, je suis content de payer des impôts, c'est la preuve que je m'ensors bien dans la vie. » Le problème ne serait pas, selon lui, que les Wallons surconsument. « Personne n'abuse de la sécurité sociale, il faut le dire. Par contre, la Wallonie sous-alimente les recettes de la sécurité sociale puisque la prospérité est moindre. La seule chose que l'on espère, c'est que cela finisse le plus vite possible. De Wever a beaucoup blessé les Wallons en disant qu'ils étaient comme des junkies qui attendent leur argent. »

« De Wever n'est pas le seul, il y a des plaintes à ce sujet dans tous les partis flamands, rétorque Geert Bourgeois. Mais je suis content d'entendre Paul dire publiquement que ce n'est pas plaisant d'en recevoir, qu'il a la volonté de transformer son économie – j'ai d'ailleurs déjà dit que je trouvais que le plan Marshall était sur la bonne voie... Mais j'entends le même discours depuis que je suis en politique: encore dix ans et nous serons à niveau. Le problème des transferts, c'est qu'ils ne mènent pas à une responsabilisation. Paul Magnette dit la même chose que moi, avec une autre approche: ces transferts ne sont pas bons, il faut en sortir. »

Le patriotisme économique wallon

La difficulté, selon Paul Magnette ? « C'est que la Flandre est l'une des régions les plus dynamiques d'Europe. Plus vous êtes riche, plus vous avez les moyens humains et financiers pour vous développer – tant mieux, on vous le souhaite. Notre retard est très difficile à combler. La Flandre a créé un tissu de PME très riche, avec beaucoup de clients wallons. Cela donne une situation paradoxale : quand on injecte 100 euros dans l'économie wallonne, cela génère 31 euros de retombées en Wallonie, mais 36 en Flandre ; par contre, quand on injecte 100 euros en Flandre, cela génère 47 euros en Flandre, mais seulement 9 en Wallonie. Il y a un déficit commercial net de la Wallonie par rapport à la Flandre qui s'élève à 5,5 milliards. » →

→ Voilà pourquoi Paul Magnette martèle depuis des mois : « Achetez wallon ! » « Je ne dis pas cela dans une optique protectionniste, précise-t-il. Je ne dis pas "Achetez wallon" pour ne pas acheter flamand. Cela veut dire : privilégier des produits confectionnés sur le sol de Wallonie. S'ils sont produits par des industriels flamands : super ! Tu disais, Geert : "Venez travailler en Flandre." Moi, je dis : venez investir en Wallonie ! On veut plus de Marc Coucke en Wallonie ! Je fais régulièrement un tour en Flandre pour dire : si vous voulez que les transferts s'arrêtent, aidez-nous ! » Le ministre-

président wallon cite l'exemple des pommes, des poires ou du lait, produits en Wallonie, mais transformés en Flandre, qui en retire l'essentiel de la valeur.

« J'espère que ce n'est pas du protectionnisme, que l'on ne va pastirer une frontière entre nous », réplique Bourgeois. La force de l'agroalimentaire flamand ? « C'est un secteur très innovateur et qualitatif, le fruit de la force de notre esprit d'entreprise, cela n'a rien à voir avec une quelconque politique flamande protectionniste. Cela ne fonctionne pas comme ça. »

« La Flandre ne peut pas nous reprocher d'essayer de faire ce qu'elle a fait, peste Magnette. Ce qui fait la force des tissus économiques flamand ou allemand, c'est l'existence de PME très fortement connectées entre elles. Quand une entreprise progresse, elle en entraîne d'autres. »

« Mais on n'a pas dirigé ça ! », coupe Bourgeois. Paul Magnette : « Si, je pense que c'était dirigé par une forme de patriotisme économique. Dans une vie antérieure, j'ai lu les programmes de la Volksunie, que tu connais mieux que moi, ce discours était fort présent dans les années 1970. La Wallonie a besoin de la même chose. » Geert Bourgeois : « Il n'y a pas de patriotisme flamand, Paul Magnette surestime cela. C'est simplement la conséquence d'une politique intelligente, entamée suffisamment tôt, orientée autour d'activités clés, avec un accent mis sur l'innovation. Voilà le bon choix à faire. »

La Belgique préconfédérale

Cela dit, le duo Bourgeois - Magnette de la nouvelle Belgique fonctionne plutôt bien. « Nous avons une forme de collaboration confédérale, avance avec malice Geert Bourgeois. Nous faisons des mis-

sions commerciales ensemble, j'irai bientôt en Iran accompagné par Jean-Claude Marcourt. J'ai négocié directement avec Paul le préaccord belge sur le climat, sur les énergies renouvelables et la réduction des gaz à effet de serre. »

Paul Magnette se veut malicieux en retour : « Objectivement, le système produit peu de tensions entre Régions. Il produit naturellement plus de tensions entre les Régions et le fédéral. Parfois, je suis davantage d'accord avec Geert qu'il n'est d'accord avec Johan Van Overtveldt au sein du Comité de concertation. » Geert Bourgeois : « J'ai réussi à le convaincre. Ce que je constate, Paul, c'est qu'il est plus facile de conclure des accords directement entre Régions qu'à travers le comité de concertation. »

Son homologue wallon ne dément pas : « Je suis d'accord que le comité de concertation ne fonctionne pas, parce qu'il y a un vice de forme. On crée un système fédéral dans lequel le fédéral et les Régions sont sur le même plan, il n'y a pas de hiérarchie des normes. Mais le comité de concertation, c'est le fédéral qui invite les Régions, qui préside et qui daigne les écouter. Cela ne va pas. Je n'aurais pas de problème à ce qu'il soit organisé tour à tour à la place des Martyrs, à l'Elysette et au Lambermont, ce serait plus logique. Cela fonctionne d'ailleurs beaucoup mieux dans certaines conférences interministérielles. » Une tournante entre les niveaux de pouvoir ? Geert Bourgeois acquiesce. Et boit du petit lait.

Fossé politique

Tout n'est toutefois pas parfait dans le meilleur des mondes. « Nous avons une très lourde divergence de vue au sujet

des traités commerciaux, prolonge Bourgeois. La Flandre assume 83 % des exportations belges, nous avons besoin du Ceta avec le Canada ou du TTIP avec les Etats-Unis. Ma proposition, c'est que l'on scinde ces traités entre le volet commercial, compétence exclusive de l'Europe, et celui concernant les investissements, où se situent les divergences les plus sensibles. Pour nous, ce commerce ouvert est essentiel. »

« C'est vrai que nous avons des divergences à ce sujet, mais comprenez bien que ce n'est pas un mouvement d'humeur, explique Paul Magnette. C'est un très long travail qui a été effectué par nos parlements, il y a eu des dizaines d'heures d'auditions. Et le cas Caterpillar ne va pas arranger les choses. Ce qui est en jeu, c'est le rapport de force entre les autorités publiques et les grandes entreprises multinationales. Si par une

série de clauses, on affaiblit encore les autorités publiques, qu'est-ce qu'il restera de notre capacité de régulation ? Or, nos concitoyens ont besoin de savoir que la politique peut encore faire des choses. Nous ne sommes pas les jouets du pouvoir de l'argent ! »

« Une discussion idéologique, en tout état de cause », constate le ministre-président flamand. Révélatrice de nos deux démocraties.

Evoquant la question sécuritaire et terroriste, gérée au fédéral par des ministres N-VA, Geert Bourgeois n'exclut pas une régionalisation future : « Dans de nombreux Etats fédéraux, l'organisation judiciaire est aux mains des entités fédérées, comme aux Etats-Unis ou en Suisse. Aux Etats-Unis, chaque Etat a sa police, même chose pour les Catalans, les Basques ou les Ecosseis. Cela n'empêche pas de collaborer dans le combat contre le terrorisme, que l'on échange les informations. Ce n'est pas à l'ordre du jour maintenant, il y a un stop communautaire, mais vous connaissez mon programme. »

La N-VA a, sur ces sujets, une vision très sécuritaire, illustrée par son plan sécurité présenté il y a dix jours. Qui a choqué les esprits francophones. « Il a été fort commenté par les partis flamands, surtout, précise Paul Magnette. C'est la facilité intellectuelle qui consiste à dire que c'est une fracture nord - sud. Le débat, il a eu lieu entre la N-VA d'un côté, le CD&V et l'Open VLD de l'autre. C'est faux de dire que la frontière idéologique épouse exactement la frontière linguistique, il y a aussi une gauche en Flandre. Et s'il y avait vraiment deux démocraties, les ministres Jambon et Francken seraient-ils aussi hauts dans les sondages en Wallonie qu'aujourd'hui ? Non. » « Du côté francophone, certains me disent : "Monsieur Bourgeois, il nous faut un parti comme le vôtre" », ironise son homologue flamand. « En Flandre, on me dit qu'il faut un parti socialiste fort », s'amuse Magnette.

Le confédéralisme, enjeu majeur des élections de 2019 ? « Nous dévoilerons la stratégie du parti plus tard, tempore Geert Bourgeois. Vous connaissez notre programme. Mais je veux encore une fois insister sur le fait que le terme "indépendance" qui se trouve dans nos statuts, ce n'est pas l'indépendance au sens du *xx^e* siècle. Une nation moderne fait partie d'un plus grand ensemble. En Belgique, il s'agit donc d'aller vers un confédéralisme avec des Etats fédérés ayant

une capitale partagée et un maximum d'autonomie et de responsabilités. » Un renoncement qui fera jaser au nord.

« Je conteste fondamentalement l'idée des deux démocraties », lui répond Paul Magnette. « Mais la Wallonie est au centre-gauche, la Flandre au centre-droit », contre Bourgeois. Le mot de la fin à Paul Magnette : « On a au moins le centre en commun... »

De la cordialité, oui. Mais un gouffre, béant. ♦